Intervention de M. Jean-Pierre Jouyet, Secrétaire d'État chargé des Affaires européennes

Rapprocher l'Europe des citoyens. C'est là un thème difficile car il sous-entend, à tort ou à raison, que les citoyens sont éloignés de l'Europe. Et pourtant, vous savez, par votre action dans vos parlements et dans vos circonscriptions, combien les politiques européennes concernent au premier chef la vie quotidienne de nos concitoyens. Mais il est indéniable qu'il existe également un sentiment d'éloignement à l'égard des institutions et du processus de décision européens. Pour de nombreux citoyens, la prise de décision en Europe reste très opaque ; d'où ce besoin de plus grande transparence et d'une meilleure communication.

Nos concitoyens ont bien senti, dans tous les pays d'Europe, quelle était la valeur ajoutée de l'Europe ces derniers mois. Le paradoxe de la situation actuelle est que cette valeur ajoutée a été mieux ressentie en période de crise – une crise intense et multiforme, en l'occurrence – qu'elle ne peut l'être en temps normal. Partout en Europe, il a été constaté que l'échelon européen était le plus pertinent pour affronter les crises internationales et agir de façon coordonnée face à la crise financière, mais aussi pour répondre aux défis globaux tels que le réchauffement climatique, la crise de l'énergie ou encore la gestion des flux migratoires.

Il n'y a pas de doute que, pour chacun d'entre nous et pour nos concitoyens, l'échelon européen est incontournable. Mais il faut que les réponses de l'Union européenne face aux défis contemporains soient plus lisibles.

Nous devons par ailleurs travailler sans relâche au renforcement de la citoyenneté européenne, par une action au niveau des élus, mais également auprès de chacun de nos concitoyens. La citoyenneté européenne ne s'oppose pas à la citoyenneté nationale. Elle prolonge, complète, nourrit la citoyenneté nationale en ce début de XXI^e siècle. Pour faire en sorte de rapprocher l'Europe du citoyen, il faut que l'Europe soit plus politique. Le débat au niveau national, quelle que soit la distance qui existe là aussi entre les représentants du peuple et les citoyens, est éminemment politique alors que parfois, au niveau européen, le débat apparaît par trop abstrait, technique. Nous devons donc réintroduire de la politique au niveau européen. Ce sera l'enjeu des élections européennes que de rendre les débats européens plus politiques.

La présidence du Conseil est évidemment, pour l'État qui l'assume, une occasion exceptionnelle d'incarner l'Europe et de débattre de son avenir. C'est pourquoi nous avons essayé de la faire vivre partout en France. Un programme « *Paroles d'européens* » a été conçu pour accueillir en France les débats d'idées européens avec les élus. Je citerai en particulier deux manifestations phares de ce programme :

– « *les journées civiques européennes* » organisées par le Forum civique européen, à La Rochelle en septembre dernier, rassemblant près de 1000 citoyens et responsables associatifs de toute l'Union européenne pour un échange de bonnes pratiques et une réflexion approfondie sur la citoyenneté européenne,

– la réunion de 500 jeunes Européens à Nantes, début octobre, pour élaborer 12 propositions pour l'Europe à l'horizon 2020 qui ont été présentées ensuite au groupe de réflexion pour l'avenir de l'Europe présidé par M. Gonzalez.

Rapprocher l'Europe des citoyens, c'est aussi donner du concret à la citoyenneté européenne. C'est mettre en valeur les réalisations concrètes de l'Europe. J'en ai recensé plusieurs, symboliques d'une Europe plus proche de nos préoccupations :

– la possibilité de payer une assurance maladie transfrontalière, lorsque l'on exerce une mobilité en Europe (un accord sur ce sujet est espéré au mois de décembre),

– la création en cours d'une carte européenne des professions de santé,

– l'accord sur un règlement sur les pensions alimentaires transfrontalières,

– la coopération pratique lancée pour une interopérabilité des systèmes d'alerte en cas d'enlèvement d'enfants,

– la protection civile européenne, déjà expérimentée à titre pilote en Grèce (incendie) et en Roumanie (inondations),

– la création d'un réseau européen de surveillance des sites Internet pédophiles,

– le lancement des travaux renforçant la protection des consommateurs,

– l'examen des tarifs de la téléphonie mobile avec un plafonnement du coût des SMS.

Les Européens attendent d'abord de l'Europe qu'elle ait un effet positif sur leur vie quotidienne, en leur permettant de voyager, de vivre, de travailler au sein de l'Union européenne sans se heurter à des obstacles bureaucratiques.

A cette fin, il est impératif de prendre des initiatives de manière à :

– s'attaquer, d'une part, aux obstacles quotidiens auxquels se heurte la mobilité, comme le préconise le rapport d'Alain Lamassoure : des millions d'Européens qui vivent, travaillent, fondent une famille dans un pays partenaire, rencontrent trop souvent des difficultés concrètes. Il revient aux législateurs nationaux et européens de veiller à la bonne application du droit. Un effort d'information est également indispensable afin que les citoyens européens soient au courant de l'état du droit applicable, des démarches à effectuer et des moyens de régler les problèmes pratiques qui se posent à eux.

– développer, d'autre part, les moyens de la mobilité. D'abord la mobilité des jeunes : il faut qu'elle devienne « la règle et non plus l'exception ». Le développement des programmes européens de mobilité (Erasmus, Leonardo ou Comenius) comme des programmes nationaux est, à cet égard, essentiel pour les

étudiants, les apprentis et les enseignants. C'est, à mon sens, l'un des moyens les plus efficaces pour faire émerger une véritable génération de citoyens européens. Mobilité des jeunes, mais aussi mobilité des actifs : nous voulons avancer dans la négociation relative à la directive sur la portabilité des droits à pension de retraite complémentaire, projet essentiel pour améliorer les droits des salariés mobiles en Europe.

Nous avons donc ensemble du travail à accomplir. Nous devons jouer collectif. Et les Parlements nationaux ont un rôle essentiel en ce domaine.

Alors comme vous, tout en respectant le résultat du référendum irlandais, je regrette que le traité de Lisbonne ne puisse pas entrer en vigueur comme prévu le 1er janvier prochain. Je le regrette car la crise géorgienne, par exemple, a montré la nécessité d'une présidence stable du Conseil européen et d'un haut représentant. Je le regrette aussi car le traité de Lisbonne consacre le rôle des Parlements nationaux dans le processus de décision. Vous avez déjà anticipé ce nouveau mécanisme d'alerte précoce et je m'en réjouis.

Mais j'ai bon espoir. Les Parlements de 24 États ont d'ores et déjà adopté le traité de Lisbonne. A Dublin, où je me rends prochainement, des études doivent être élaborées et des analyses complémentaires doivent nous permettre, ensemble, de dégager une feuille de route en décembre.

Comme vous l'aurez compris, l'heure est à l'action et à la conviction. Je sais que vous n'en manquez pas, singulièrement à la veille des élections européennes.